

Sommaire

Fonctionnaires

Les enseignants annoncent l'opération «campus mort»

Aujourd'hui - mardi 04 février 2020

La COSEF-CI dénonce sanctions disproportionnées et illégales

Le Nouveau Réveil - mardi 04 février 2020

Le Ministre Issa Coulibaly présente les nouveaux défis de son département

L'Intelligent d'Abidjan - mardi 04 février 2020

Les meilleurs agents de l'hôpital général de Gagnoa primés

Le Mandat - mardi 04 février 2020

Société

«La transformation digitale n'est pas un changement technique mais un changement de paradigme»

fratmat.info - lundi 03 février 2020

Politique

Maurice Bandaman, Amadou Koné, Sidi Touré, Mmes Bédié et Gbagbo sous des airs de miniréconciliation

L'Intelligent d'Abidjan - mardi 04 février 2020

“Quand on n'est pas d'accord, on démissionne”

L'Intelligent d'Abidjan - mardi 04 février 2020

Voici la mission confiée aux 4192 animateurs du parti

Le Jour Plus - mardi 04 février 2020

« Petit à petit on saura. Tous ces documents enrichiront mes mémoires»

Le Sursaut - mardi 04 février 2020

Mabri et Amon Tanoh déterminés à aller jusqu'au bout

Le Nouveau Réveil - mardi 04 février 2020



En Côte d'Ivoire, les universités publiques sont à nouveau dans la tourmente puisque les enseignants et enseignants-chercheurs y déclenchent demain et après-demain une opération « campus mort ».

Les enseignants annoncent l'opération « campus mort »

Universités publiques

Opération
« Campus mort » à
partir de demain
jusqu'au mercredi **P.2**

l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique pour aborder les différentes questions qui poussent le syndicat à se lancer dans un nouveau débrayage.

BAKAYOKO HAMZA

En Côte d'Ivoire, les universités publiques sont à nouveau dans la tourmente puisque les enseignants et enseignants-chercheurs y déclenchent demain et après-demain une opération « campus mort ». En Côte d'Ivoire, les universités publiques ont toujours été au creux de la vague : grèves interminables, années scolaires bâclées, bruits de bottes consécutifs à des mouvements d'humeur d'étudiants, courses-poursuites... Comme les autres années, l'année scolaire 2019-2020 n'échappe pas à la règle, sauf que les conflits n'opposent plus seulement les enseignants ou les étudiants au gouvernement. Depuis plusieurs mois en effet, la présidence de l'université et les enseignants ne s'entendent pas. Le conflit opposant ces deux entités s'est tellement durci que des enseignants avaient été emprisonnés, d'autres blâmés et renvoyés ; d'autres encore suspendus avec blocage de leur salaire. Le gouvernement espérait ainsi, en utilisant la manière forte, mettre fin aux grèves dans le milieu. Mais, sa solution n'a fait qu'empirer les choses. En effet, après plusieurs interpellations, la Coordination nationale des enseignants et chercheurs (CNEC) a décidé d'organiser une opération « campus mort » sur l'ensemble des universités publiques du pays pour exiger le rétablissement des salaires des quatorze enseignants-chercheurs objets de ponction de salaire et de primes, la fin des « sanctions arbitraires » contre seize autres enseignants-chercheurs de l'ENS ; le refus « arbitraire » de signer les dossiers de CAMES 2020, la mauvaise orientation des bacheliers de l'année dernière et les violations constantes des libertés syndicales dans les Universités, Centres de Recherche, Grandes Ecoles et Instituts du pays. Au terme de ces deux journées de grève, la CNEC espère rencontrer de toute urgence le ministère de



Sanctions infligées aux fonctionnaires enseignants grévistes par le gouvernement

La COSEF-CI dénonce sanctions disproportionnées et illégales



Théodore Zadi Gnagna, président de la Plateforme nationale.

Suite à la grève observée par la Coalition des Syndicats du Secteur Education-Formation (COSEF-CI) du mardi 28 au jeudi 30 janvier 2020, le gouvernement ivoirien a pris un train de sanctions allant de « la cessation de paiement de salaires à la radiation des grévistes ». Ces mesures ont été prises par un comité de gestion des réductions proportionnelles des traitements ou salaires pour service non fait pour cause de grève dans les services publics. Ce comité créé par la Fonction Publique pour les besoins de la cause n'existe pas dans le Statut général actuel de la fonction publique encore moins dans la loi numéro 92 - 571 du 11 septembre 1992 relative aux modalités de grève dans Les services publics. Il est bon de rappeler que la Côte d'Ivoire notre pays a ratifié les huit (08) conventions

fondamentales et principalement les conventions 87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical ainsi que la convention 98 sur la négociation et le droit d'organisation. Mieux la constitution de novembre 2016 en son article 17 reconnaît le droit de grève comme un droit fondamental d'expression du travailleur. Le Statut général actuel et le code du travail de septembre 2015 sont très clairs sur le droit de grève dans notre pays. Ces textes ainsi visés et particulièrement la loi 92 -571 relative aux modalités de grève dans l'Administration publique précisent les sanctions pécuniaires encourues par les grévistes. L'article 8 de ladite loi stipule et je cite « l'absence de service fait, par suite d'une cessation concertée du travail (grève) entraîne une réduction proportionnelle du traitement (salaire) et de ses compléments autres que les prestations familiales » comme on le voit les sanctions prises par ce comité sont non seulement disproportionnées mais elles sont surtout illégales. Ces sanctions si elles venaient à être appliquées dans leur ensemble constitueraient un acte attentatoire à la liberté syndicale et à la démocratie. Suspendre des fonctionnaires ou les radier pour trois jours de grève est une dérive autoritaire du gouvernement qui met en péril le syndicalisme dans notre pays. En effet derrière, ces sanctions graves initiées par le gouvernement depuis l'année dernière se cache en réalité une volonté manifeste de faire taire les syndicalistes. La plateforme nationale consciente de son rôle historique de défenseur des principes syndicaux et des intérêts des travailleuses : 1. Dénonce avec force les violations récurrentes des libertés syndicales dans notre pays

2. Dénonce les sanctions disproportionnées et illégales prise à l'encontre des 259 responsables syndicaux.

3. Invite le gouvernement à privilégier la négociation et à renoncer à ces sanctions pour la paix sociale

4. Apporte son soutien ferme aux camarades frappés par ces mesures

5. Appelle l'ensemble des travailleurs et toutes les organisations syndicales éprises de justice et de liberté à une grande concertation pour faire face à la mort programmée des libertés syndicales en Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan le 03 février 2020 Pour la Plateforme Nationale Le Président GNAGNA ZADI



Le ministre de la Fonction publique, le Général Issa Coulibaly, a présenté, Jeudi, à Abidjan, aux agents de son département, les nouveaux défis de son département qu'ils seront appelés à relever au cours de cette année 2020, lors de la cérémonie d'échanges de vœux, à l'Ecole nationale d'administration (ENA).

Le Ministre Issa Coulibaly présente les nouveaux défis de son département

Le ministre de la Fonction publique, le Général Issa Coulibaly, a présenté, Jeudi, à Abidjan, aux agents de son département, les nouveaux défis de son département qu'ils seront appelés à relever au cours de cette année 2020, lors de la cérémonie d'échanges de vœux, à l'Ecole nationale d'administration (ENA). Il s'agit, a dit M. Coulibaly, du pointage biométrique en vue d'améliorer le contrôle de présence dans les services publics, la poursuite de la numérisation des archives des dossiers des fonctionnaires, la poursuite de l'élaboration du référentiel des emplois et des compétences des agents de l'Etat, la poursuite de la révision du statut de la fonction publique, la réforme de l'ENA, l'automatisation du processus de planification statistique, suivi et évaluation, la pérennisation du système d'information et de gestion des fonctionnaires et la poursuite de la digitalisation des procédures administratives. Il a exhorté ses collaborateurs à persévérer et à redoubler d'efforts pour amplifier et consolider les acquis et œuvrer efficacement à l'achèvement des projets en cours. « Nous pouvons y arriver ensemble. Notre foi, en nos capacités, doit rester inébranlable. Rien ne devra, en aucune façon, nous démoraliser et nous distraire de notre objectif ultime pour offrir à nos concitoyens un service public de qualité et servir loyalement la République », a-t-il recommandé. Formulant les vœux « de très bonne santé, de paix et de bonheur » au Ministre Issa Coulibaly, au nom du personnel du ministère, Nahomie Kouamé Epse Lessiéhi, a salué les avancées enregistrées au sein du ministère et témoigné de leur soutien. « Nous prenons l'engagement de vous accompagner dans la réussite de vos nobles missions », a-t-elle rassuré. Au titre des doléances, Mme Lessiéhi a sollicité le leadership du ministre pour la revalorisation des primes trimestrielles, le paiement dans un délai raisonnable des indemnités liés aux concours, l'acquisition de nouveaux locaux pour résoudre l'épineux problème de l'insuffisance des bureaux et l'obtention d'une session exceptionnelle d'enrôlement à la Couverture maladie universelle (CMU) au profit des ayantsdroits des agents du ministère. Des préoccupations « légitimes » qui feront l'objet d'un traitement « particulier », a promis le général Issa Coulibaly, à la tête du ministère de la Fonction publique depuis juillet 2017.



Les meilleurs agents de l'hôpital général de Gagnoa primés

Les meilleurs agents de l'hôpital général de Gagnoa (Centre-ouest, région du Goh) ont reçu samedi des prix de mérite de reconnaissance, à l'occasion d'un dîner présidé par la secrétaire d'Etat aux Droits de l'Homme, Aimée Zébéyoux, représentant le parrain, le ministre de l'Equipement de l'Entretien routier, Amédée Koffi Kouakou. Trois niveaux de sélection, à savoir le respect des directives des ministères de la Santé et de l'Administration, le choix des chefs hiérarchiques ainsi que l'appréciation de la population au travers des patients, ont permis de décerner 10 prix de mérite et un prix de reconnaissance.

Sylla Yaya (Pdg Sah analytics international)

«La transformation digitale n'est pas un changement technique mais un changement de paradigme»



La société ivoirienne Sah analytics international a tenu ce lundi 3 février 2020, à la salle des fêtes du Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, la première édition du « digital transformation and artificial intelligence event ».

Ce forum a mobilisé plusieurs experts et permis d'aborder les questions sur la digitalisation, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, etc.

Le Président directeur général de Sah analytics international, Sylla Yaya, a indiqué que cet évènement est une aubaine pour réfléchir sur un thème d'actualité qui est : « La transformation digitale et l'intelligence artificielle ». Mentionnant que cette thématique est au cœur des enjeux de tous les secteurs d'activités.

Pour lui, la transformation digitale n'est pas un changement technique mais un changement de paradigme qui nécessite l'adoption d'une démarche tournant autour du client ou du citoyen.

Le parrain de la cérémonie, le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, Sidiki Diakité, a félicité le Pdg de Sah analytics international qui a voulu rentrer au pays pour mettre son expertise à la disposition de ses concitoyens. « Vous vous situez de façon harmonieuse dans la vision du Président qui lui-même, alors directeur général adjoint du Fonds monétaire international, sollicité de par le monde, avait décidé de rentrer au pays pour se mettre au service de son peuple », note-t-il. Rappelant que les Tic constituent un véritable

vecteur de transformation et de modernisation des administrations, et des entreprises dont les bénéfices doivent être mis au service du développement. Le représentant du gouvernement a salué cette initiative qui, pour lui, est « une véritable opportunité pour nombre de personnes ».

Sidiki Diakité a affirmé que l'Etat a compris les enjeux du secteur des télécommunications. C'est pourquoi, dira-t-il, « notre pays en pleine émergence a déjà lancé et favorisé la mise en œuvre de nombreux projets pour améliorer l'efficacité et la transparence des services administratifs en utilisant le digital. Pour notre part, l'un des projets phares demeure la mise en place d'une infrastructure moderne hébergeant toutes les données sur les sites qui devraient permettre de créer une inter coopérativité entre les différents services tant publics que privés ». Et d'ajouter : « La gouvernance électronique s'appuie sur la connaissance du citoyen. Nous commençons dès cet instant à construire un cerveau artificiel pour ne pas dire un monde exponentiel de cerveaux artificiels. Cette innovation que nous voulons tous, a besoin d'être de façon constante mise à niveau. »

Notons que plusieurs autorités ont pris part à ce forum. Notamment, le ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public, Raymonde Goudou-Coffie, le ministre des Affaires présidentielles Birahima Ouattara.

MARIE ANGE AKPA



Brèves News Inauguration de la Place Nelson Mandela, hier au Plateau

Maurice Bandaman, Amadou Koné, Sidi Touré, Mmes Bédié et Gbagbo sous des airs de miniréconciliation

INAUGURATION DE LA PLACE NELSON MANDELA, HIER AU PLATEAU



**Maurice Bandaman,
Amadou Koné, Sidi Touré,
Mmes Bédié et Gbagbo
sous des airs de mini-réconciliation**

Lors de la cérémonie d'inauguration de l'espace Mandela pour la paix (Mandela peace park, en anglais), le lundi 3 février 2020 à Abidjan-Plateau, Henriette Konan Bédié et Simone Gbagbo, anciennes premières Dames de la Côte d'Ivoire, étaient présentes, aux côtés de plusieurs membres du gouvernement. C'est par des accolades avec le sourire aux lèvres que les ex-premières Dames Henriette Konan Bédié et Simone Gbagbo ont marqué leur présence à cette cérémonie. Présents également sur les lieux, les ministres Amadou Koné des transports, Sidi Touré de la communication et des médias et Bandaman Maurice de culture et de la francophonie ont à leur tour serré la main des deux premières dames. Gestes qui ont été suivis par des accolades avec sourires aux lèvres démontrant un miniréconciliation. Ehouo Jacques, maire de la commune du Plateau, initiateur du projet a dit : « Merci à nos Premières Dames, car votre présence augure des lendemains meilleurs. La place Mandela se veut un symbole de réconciliation qui consacre la paix et le rayonnement de la Côte d'Ivoire. Puisse Mandela Peace Park nous aider à vivre ensemble ». Des membres de la famille de Nelson Mandela ont pris part à cette manifestation. Absente du pays, la Première Dame Dominique Ouattara n'a pas pu être présente.

T. A .B



Meet-up de "Idées et Influences" - Touré Mamadou

"Quand on n'est pas d'accord, on démissionne"

MEET-UP "IDÉES ET INFLUENCES" TOURÉ MAMADOU :
"Voici ce qui rend intéressantes les élections à venir"



Le ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes, Mamadou Touré, était jeudi 30 janvier 2020, dans un réceptif hôtelier à Abidjan, l'invité de la plate-forme d'échanges dénommée "Idées et Influences" à travers sa tribune « Meet-up », qui était à sa 3ème édition.

Au cours des échanges, Mamadou Touré, porte-parole adjoint du gouvernement, a abordé différents axes notamment "Emploi des jeunes et l'éducation", "Gouvernance : lutte contre la corruption, népotisme, respect de la loi", "Justice : renforcement des institutions de la République, indépendance de la justice et de la sécurité" **« Je n'ai jamais dit qu'il y avait 27% de taux de chômage »** Se prononçant sur le taux de chômage en Côte d'Ivoire qui selon la Banque africaine de développement(Bad) est de 2 points 6, Mamadou Touré a clarifié : « Je n'ai jamais dit qu'il y avait 27% de taux de chômage ». Le président Henri Konan Bédié, ayant lors d'une sortie, affirmé que le taux de chômage serait d'environ 70 à 90% en Côte d'Ivoire, le ministre a dit : « J'ai entendu le président Bédié dire que la Bad dit qu'il y a entre 70 et 90% de chômeurs en Côte d'Ivoire. La Bad ne l'a jamais dit ». Il a, à cet effet, invité les journalistes à s'approprier le rapport de la Bad pour taire les propos mensongers. Le porte-parole adjoint du gouvernement, par ailleurs directeur exécutif adjoint du Rhdp en charge de la communication, a relevé l'importance de la jeunesse dans la politique du président Alassane Ouattara et du premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Cela s'exprime, selon lui, par la présence de nombreux jeunes dans le gouvernement et le parti politique du chef de l'État, le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix(Rhdp). Pour lutter contre le chômage, le ministre de la promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes a rappelé les actions du gouvernement à travers son axe 4 du programme social (Ps-Gouv), dédié au financement de projets dont les cérémonies de remise de chèques se multiplient (les étapes de Katiola, Yopougon, Attécoubé, etc). Plusieurs réformes ont également été menées dans le secteur privé, la formation professionnelle, et autre, a-t-il dit.

« Guillaume Soro a un problème de crédibilité » S'agissant des derniers axes des échanges portant sur "la Gouvernance" et "la Justice", Mamadou Touré s'est prononcé sur le cas Guillaume Soro, ex-président de l'Assemblée nationale, précisément sur ses propos

évoquant un supposé "accord" entre lui et le chef de l'État Alassane Ouattara. « Guillaume Soro n'a plus de crédibilité. Sur les mêmes questions, il a dit et il s'est dédit. Il a un problème de crédibilité » a-t-il affirmé, en prenant les vidéos d'archives de l'ex-pan en exemple. Concernant la procédure judiciaire à l'encontre de celui-ci, Mamadou Touré n'a pas souhaité faire de commentaires, préférant laisser la justice faire son travail. Il a cependant estimé que Guillaume Soro a fui la justice, et a déploré la manœuvre de déstabilisation du président de Générations et peuples solidaires (Gps), car selon lui, le fauteuil présidentiel se gagne par les urnes. Le ministre a aussi "désillusionné" Guillaume Soro sur sa démarche et sa prétention à être le "Macron ivoirien" (jeune âge), car selon lui, l'ex-Pan n'a aucune grande tête (personnes influente) contrairement au président Macron qui en avait en son temps. Il a précisé que Macron n'a pas été élu parce qu'il était jeune, mais parce qu'il incarnait une vision, alors que pour lui, Guillaume Soro n'incarne aucune vision. Le porte-parole adjoint du gouvernement a dit être "sans complexe" pour l'élection présidentielle d'octobre 2020 au regard du bilan "imbattable", selon lui, réalisé par le président Alassane Ouattara et son équipe. « Ce qui est intéressant dans les élections présidentielles qui auront lieu dans quelques mois, c'est qu'il n'y a pas d'Ivoirien nouveau. Tous, on a eu à gouverner. On sait qui a fait quoi, qui n'a pas pu faire quoi. C'est ce qui rend ces élections intéressantes », s'est réjoui le ministre. Face à ceux qui dénoncent la posture de clarification du pouvoir (Ndlr : être Rhdp ou libérer le tabouret), Mamadou Touré a dit être sans complexe. Selon lui, il n'est pas possible de maintenir en poste, quelqu'un qui ne partage pas les options, et le programme que le gouvernement est chargé de mettre en œuvre. Il a d'ailleurs précisé : « Quand on n'est pas d'accord, on démissionne. On n'attend pas qu'on vienne te dire de démissionner ». Évoquant la situation de bras-de fer entre l'opposition et le pouvoir sur la réforme de la Commission électorale indépendante (Cei), le directeur exécutif adjoint en charge de la communication du Rhdp, Mamadou Touré, s'est indigné vis-à-vis de l'attitude de l'opposition (Ndlr : retrait du dialogue et de la négociation avec le gouvernement sur la Cei), qui, selon lui, souhaite "une transition alors que les institutions de la République fonctionnent normalement". Il a trouvé que « ça, c'est pas de la politique », et a estimé que la Cei est consensuelle du point de vue des propositions qui ont été faites. Au terme des échanges, le ministre Mamadou Touré a traduit ses remerciements aux initiateurs de la plateforme "Idées et Influences", et a promis de se faire porte-parole auprès des autres membres du gouvernement, et des cadres du Rhdp



Le ministre Mamadou Touré sur la tribune (Photo DR)

pour qu'ils acceptent de participer aux échanges. Accompagné de Myss Belmonde Dogo, secrétaire d'État auprès du ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant chargée de l'Autonomisation de la femme, il était le 3ème invité du Meet-up de « Idées et influences », après Mamadou Koulibaly, président du parti politique Liberté et démocratie pour la république(Lider), et Jean-Louis Billon, cadre du Pdcî-Rda.

T. A .B

Victoire du Rhdp en octobre 2020 / Pour gagner l'élection présidentielle d'octobre 2020, Alassane Ouattara a demandé aux responsables des instances et de toutes les structures de son parti d'investir le terrain sans délais.

Voici la mission confiée aux 4192 animateurs du parti



Le directeur exécutif, Adama Bictogo, et son commando sont appelés à quadriller le terrain.

Le président du Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix (Rhdp), Alassane Ouattara, veut voir son parti politique rafler la mise au premier tour de l'élection présidentielle d'octobre. Le dimanche 2 février 2020, à la faveur de la cérémonie de présentation de vœux de nouvel an, au Parc des Sports de Treichville, il a recommandé aux responsables des instances et des structures de sa formation politique de ne plus s'accorder de moment de répit. « Je voudrais donc vous recommander d'être sur le terrain. Investissez le terrain. C'est cela la solution. Je l'ai dit aux ministres et aux fonctionnaires. Toutes les fins de semaine, vous devez être à l'intérieur du pays. J'ai dit au Premier ministre que plus aucun ministre ne doit voyager plus de deux fois dans le trimestre parce que leur place est sur le terrain, pas dans les avions », a-t-il porté à la connaissance des militants rassemblée autour de lui. Persuadé que c'est le terrain qui fera la différence, le chef de l'État a instruit les 4192 animateurs du Rhdp au quotidien de profiter de ces instants de proximité avec les populations pour "vendre" les idéaux de paix, de fraternité, d'unité et de solidarité que sa formation politique incarne. « Par vos actions au quotidien, vous devez rassurer les Ivoiriens que le Rhdp est un parti de paix, où nous prônons l'amour et que la violence ne fait pas partie de notre mode de fonctionnement », a-t-il insisté. Avant de les conseiller de ne pas réagir aux provocations. Mais à se projeter vers l'avenir en construisant une société nouvelle avec un Ivoirien nouveau qui a le sens de la responsabilité et du

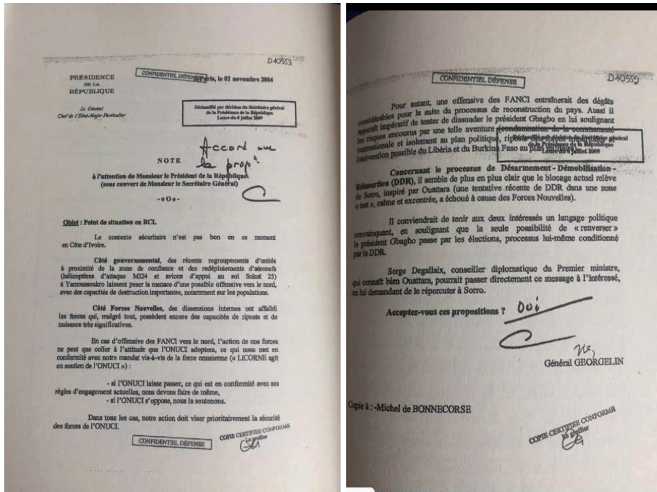
don de soi. Le président du Rhdp s'est dit également convaincu de la victoire de son parti au regard des compétences humaines, du déploiement de ses hommes et des moyens mis en œuvre pour quadriller le territoire national. « Nous avons le plus grand parti de Côte d'Ivoire. C'est le seul parti qui couvre l'ensemble du territoire. Notre victoire est certaine par la grâce de Dieu », s'est-il persuadé. Parlant de la Cei, le Président Ouattara a informé que cet instrument électoral a été mis en place sur la base des discussions avec les principales formations politiques de l'opposition et conformément aux recommandations de la Cour africaine des droits et des peuples (Caidhp). Et que par conséquent, il s'étonne que des formations politiques de l'opposition continuent de décrier la composition de cet organe électoral présidé par Ibrahime Coulibaly Kuibiart. Pour lui donc, rien ne justifie la position de ces responsables de l'opposition qui se plaignent, si ce n'est l'éventualité de la peur de perdre lamentablement les élections face au Rhdp. « C'est cette même Cei qui a organisé les élections qui se sont bien passées. Ce sont les mêmes Ivoiriens qui vont voter. Mais où est le problème ? Peut-être qu'ils ont peur d'aller aux élections ? Voyant la force du Rhdp et ne sachant pas quoi faire. (...) Ils disent aujourd'hui qu'on attend que le Président Ouattara dise s'il va être candidat ou pas avant de décider. Alors moi aussi, je dis que je les attends », a-t-il ironisé, sous les hourras de nombreux militants qui ont investi la salle. Le chef de l'État a, en outre, soutenu que son objectif est d'organiser des élections crédibles, transparentes et sans effusion de sang. Dans cette perspective, il a promis de s'employer au respect du calendrier électoral conformément à la loi. C'est dans ce cadre, a-t-il indiqué, que le code électoral sera disponible dans ce mois de février.

FRANÇOIS NGORAN



GUILLAUME SORO À PROPOS DU DOCUMENT CONFIDENTIEL DÉCLASSÉ

« Petit à petit on saura. Tous ces documents enrichiront mes mémoires »



« C'est très intéressant ceci. Petit à petit on saura. Tous ces documents enrichiront mes mémoires ». Telle est la réponse de Guillaume Soro via twitter au document confidentiel (CEMA) adressé au président de la République Française le 02 novembre 2004 et signé du général de l'armée Française, le général Georgelin. Cette correspondance qui circule sur les réseaux sociaux donne une réponse à l'épineuse question que se pose chaque ivoirien sur le père de cette rébellion qui a fait tant de mal à la Côte d'Ivoire. Pour celles et ceux qui cherchent la vérité sur la crise ivoirienne, voici un document classé secret défense qui vaut son pesant d'or. En novembre 2004, alors que le pays est coupé en deux, à la suite d'une rébellion, le chef d'état-major des armées françaises écrit ceci au président français Jacques Chirac. « Concernant le processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR), il semble de plus en plus clair que le blocage actuel révèle de Guillaume Soro, inspiré par Ouattara. Il conviendrait de tenir aux deux intéressés un langage politique convainquant, en soulignant que la seule possibilité de renverser Gbagbo passe par les élections, processus lui-même conditionné par le DDR. Serge Degallaix, conseiller diplomatique du Premier ministre, qui connaît bien Ouattara, pourrait passer directement ce message à l'intéressé, en lui demandant de répercuter à Soro. Acceptez-vous ces propositions ? », s'est interrogé le Général Jean-Louis Georgelin. La même source révèle qu'en cas d'offensive des FANCI vers le nord, l'action de nos forces ne peut pas coller à l'attitude que l'ONU adoptera : « ce qui nous met en conformité avec notre mandat vis-à-vis de la force onusienne qui agit en soutien de l'ONU », a souligné le CEMA.

Velléité de candidature au Rhdp / L'affaire continue de faire grand bruit dans le marigot politique ivoirien même si au sein du Rhdp unifié, la question est évoquée sous cape ou dans les salons des militants de ce parti.

Mabri et Amon Tanoh déterminés à aller jusqu'au bout



Marcel Amon Tanoh et Albert Mabri Toikeusse ne démordent pas dans leur volonté d'être candidats.

difficile de faire reculer ces deux personnalités. Et, il faut le dire tout net, elles constitueront une menace sérieuse pour le candidat Gon Coulibaly. La bataille s'annonce donc âpre et houleuse au sein du Rhdp unifié.

JEROME N'DRI

L'affaire continue de faire grand bruit dans le marigot politique ivoirien même si au sein du Rhdp unifié, la question est évoquée sous cape ou dans les salons des militants de ce parti. La volonté du président de l'Udpci, Albert Mabri Toikeusse, et du ministre des Affaires Etrangères, Marcel Amon Tanoh, de briguer le fauteuil présidentiel en octobre prochain semble être désormais irréversible. A preuve, ces deux personnalités s'accrochent toujours à leur ambition. Selon un article publié par le confrère, Jeune Afrique, le ministre Marcel Amon-Tanoh qui avait été sommé par le président Alassane Ouattara de préciser sa position par rapport à son ambition d'être candidat à la présidentielle, en mi-janvier, avait fait « profil bas » au cours de la rencontre qu'il a eue avec le Chef de l'Etat. Mais en croire toujours le confrère, le natif du Sud-Comoé n'a cependant pas abandonné son ambition qu'il caresse et entretient fièrement. De son côté, Mabri Toikeusse, subit la pression de son parti politique. L'Udpci ne cache pas cela. Ce parti prépare ses militants à aller à la présidentielle d'octobre 2020 avec leur candidat. Au niveau de la base du parti fondé par Guéï Robert, on continue de ventiler ses cartes de militants et redynamiser ses bases, dans ses bastions à l'ouest, faisant ainsi fi à leur appartenance à un quelconque Rhdp unifié qui brandit comme dauphin du président Ouattara, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. En d'autres termes, l'Udpci présentera son candidat envers et contre tout. C'est dire qu'au sein du Rhdp, la situation pourrait bouillonner les mois à venir. Le choc des ambitions aura bel et bien lieu au Rhdp unifié. Car selon les analystes politiques, il sera